

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ASA 17/038/2006 – ÉFAI

Londres, le 10 juillet 2006

Action complémentaire sur l'AU 156/06 (ASA 17/032/2006 du 2 juin 2006)

CRAINTES DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS / DÉTENTION SANS INCULPATION PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE MÉDICAL

CHINE

Ablikim Abdiriyim (h), 33 ans
Alim Abdiriyim (h), 31 ans
Rushangul Abdiriyim (f), 38 ans
Kaysar (h), environ 38 ans
Rayila (f), 24 ans
Razia (f), 15 ans
Sardar Kaysar (h), 9 ans
Epar Alim (f), 4 ans
Turghun (h), 8 ans

Nouvelles personnes menacées : **Kahar Abdiriyim (h), 42 ans**
Mamat Kadeer (h)

Les autorités chinoises ont engagé des poursuites pénales contre Alim, Ablikim et Kahar Abdiriyim, les fils de la militante ouïghoure Rebiya Kadeer.

Le 1^{er} juillet, Alim Abdiriyim aurait « avoué » sous la torture les accusations de « *fraude fiscale* » et de « *tentative de division du pays* » portées contre lui, « reconnaissant » dans les mêmes conditions avoir « *prôné l'indépendance de la région autonome ouïghoure du Xinjiang* ». D'après *Uyghur Human Rights Project* (UHRP), organisation non gouvernementale (ONG) basée aux États-Unis, Alim Abdiriyim a été transféré au centre de détention du district de Tianshan, à Ürümqi, la capitale du Xinjiang, après ses « aveux ». Il est possible qu'il ait besoin de soins médicaux d'urgence après les actes de torture qu'il aurait subis.

Ablikim Abdiriyim serait toujours hospitalisé depuis qu'il a été battu par des policiers au début du mois de juin, peu après son arrestation. Amnesty International ne dispose pas d'informations précises au sujet de son état de santé ni de sa situation au regard de la loi, si ce n'est qu'il a été inculpé de « *fraude fiscale* » et de « *subversion* ». Kahar Abdiriyim, le frère aîné d'Alim et d'Ablikim, a lui aussi été inculpé de « *fraude fiscale* » ; il est détenu au centre de détention du district de Tianshan. Les trois frères ont été formellement inculpés le 13 juin.

Si Ablikim, Alim et Rushangul Abdiriyim, leur sœur, ainsi que six autres membres de leur famille (dont quatre enfants) ont été placés en détention le 29 mai, c'est selon toute apparence pour les empêcher de rencontrer une équipe affiliée au Congrès des États-Unis, qui devait leur rendre visite le lendemain. La délégation comprenait des représentants du groupe chargé des droits humains au sein du Congrès américain. La presse chinoise officielle a cependant affirmé que les neuf personnes avaient été arrêtées en raison d'irrégularités financières constatées dans les entreprises de Rebiya Kadeer. À l'exception d'une société, toutes les entreprises familiales de la militante ont été fermées ou contraintes à suspendre leurs activités. Le 1^{er} juin, Alim et Ablikim Abdiriyim ont été battus par des policiers sous les yeux de leurs enfants et de Rushangul, à qui les responsables des forces de l'ordre ont remis un téléphone portable et ordonné d'appeler Rebiya Kadeer aux États-Unis pour l'informer de ce qui se passait. Rushangul a par la suite été hospitalisée parce qu'elle présentait des symptômes liés au stress et à un état de choc. Selon certaines informations, la jeune femme et le frère de Rebiya Kadeer, Mamat Kadeer, sont actuellement sous résidence surveillée. Les quatre petits-enfants de Rebiya Kadeer qui avaient été arrêtés sont aujourd'hui libres, mais ils ne seraient pas autorisés à quitter leur domicile pour se rendre à l'école. Amnesty International ne dispose

pas d'informations supplémentaires au sujet de Kaysar et de Rayila, qui avaient été appréhendés en même temps que les quatre enfants.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Rebiya Kadeer est une ancienne prisonnière d'opinion soutenue par Amnesty International. Ses proches ont été harcelés par les autorités depuis 1999, année de sa première incarcération, et plus particulièrement depuis qu'elle a pu sortir de prison pour raisons médicales, le 17 mars 2005. Elle avait été envoyée aux États-Unis aussitôt après sa libération. Avant qu'elle ne soit libérée, précise-t-elle, elle a reçu un avertissement : si elle nouait des relations avec des Ouïghours ou parlait en public de « *questions sensibles* » une fois qu'elle serait en liberté, ses entreprises et ses enfants n'auraient plus aucun avenir. Rebiya Kadeer a été récemment élue présidente de la *Uyghur American Association*, qui a fondé l'UHRP. Depuis sa libération, la police a lancé une enquête concernant des irrégularités financières censées avoir été commises par sa société, l'*Akida Trading Co* à Ürümqi. Rebiya Kadeer a affirmé à plusieurs reprises qu'elle n'avait commis aucune infraction. Amnesty International considère que le harcèlement permanent infligé à Rebiya Kadeer et les informations selon lesquelles ses proches auraient subi des actes de torture ou autres mauvais traitements incitent à douter de la crédibilité de cette enquête.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en chinois, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exprimez la vive inquiétude que vous éprouvez quant aux violences physiques dont Ablikim Abdiriyim aurait fait l'objet et aux actes de torture apparemment infligés à Alim Abdiriyim, et demandez aux autorités de lancer une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur ces allégations afin de traduire en justice les responsables présumés ;
- demandez aux autorités de faire en sorte qu'Ablikim, Alim et Kahar Abdiriyim puissent entrer en rapport avec un ou plusieurs avocats de leur choix et avec d'autres membres de leur famille, et qu'ils puissent recevoir tout soin médical qui leur serait éventuellement nécessaire ;
- priez les autorités de lever les restrictions imposées à la liberté de mouvement de Rushangul Abdiriyim et Mamat Kadeer ;
- demandez que la sécurité de toutes les personnes détenues ou sous résidence surveillée, à savoir cinq adultes et quatre enfants, soit garantie par des mesures immédiates ;
- exhortez les autorités à mettre un terme aux violations des droits humains qui visent les membres de la famille de Rebiya Kadeer, et notamment à leur placement arbitraire en détention, à leur harcèlement par la police et aux autres restrictions apportées à leur liberté d'expression et d'association.

APPELS À :

Premier ministre de la République populaire de Chine :

WEN Jiabao Guojia Zongli

The State Council

9 Xihuangcheng Genbeijie

Beijingshi 100032, Chine

Fax : +86 10 65292345 (via le Ministère des Communications)

Courriers électroniques : gazette@mail.gov.cn

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Premier ministre,

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

Ismail TILIWALDI Zhuxi

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu

2 Zhongshanlu

Wulumuqishi 830041, Xinjiang Weiwuer Zizhiqu, Chine

Courriers électroniques : master@xinjiang.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Chairman*, / Monsieur le Président,

COPIES À :

Maire d'Ürümqi :

Shokrat Zakir Shizhang

Wulumuqi Shizhengfu Bangongting

1316 Kelamayi Donglu

Wulumuqi Shi 830063, Xinjiang Weiwuer Zizhiqu, Chine

Fax : +86 991 4689654

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 21 AOÛT 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*